

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)

REGION DE MOPTI
Cercle de Douentza
Commune rurale de Dallah

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURALE DE DALLAH

2006- 2010

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Août 2006

PREMIERE PARTIE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION.

1. Rappel de l'insécurité alimentaire de la commune

La sécurité alimentaire peut se définir comme l'accès durable et assuré pour tous les groupes et individus sociaux à la nourriture pour satisfaire le besoin alimentaire C'est aussi l'accès pour toute personne et à tout moment à une alimentation saine et suffisante pour mener une vie active en pleine santé (Banque mondiale)

La sécurité alimentaire renvoie à 4 piliers ou conditions pour être reconnue comme acquise ; ce sont :

- la disponibilité des aliments
- l'accès aux aliments
- l'utilisation des aliments
- la stabilité dans l'approvisionnement

2. Nécessité de l'élaboration d'un PSA

L'élaboration d'un Plan de Sécurité Alimentaire s'avère nécessaire en raison d'une part de la situation d'insécurité alimentaire qui prévaut dans la commune, et d'autre part par le fait que la planification et la mise en œuvre des objectifs et activités de sécurité alimentaire relèvent des responsabilités des collectivités territoriales et s'inscrivent dans la stratégie nationale du Mali en la matière ainsi que la loi d'orientation Agricole Elle doit permettre aux acteurs de la commune d'avoir une vision et des orientations claires ainsi que les outils et stratégies spécifiques et appropriés de réalisation de la sécurité alimentaire

3. Objectifs de l'exercice

Les objectifs visés à travers l'exercice sont :

- renforcer les capacités des élus et autres acteurs de la commune à élaborer un cadre de référence pour la lutte contre l'insécurité alimentaire ;
- favoriser la coordination et l'harmonisation des interventions en la matière ;
- faciliter le suivi évaluation des activités en matière de sécurité alimentaire ;
- aider la commune à prévenir ou minimiser les risques et calamités sur les conditions alimentaires des ménages

Dans la commune de Dallah, l'insécurité alimentaire en terme de disponibilité est établie autour de 109 kg par personne par an par rapport à la production de 2005 ; en terme d'accès et d'utilisation, si le problème de transport se pose moins, il en va différemment du pouvoir d'achat des ménages qui sont en majorité pauvre et loin du chef lieu de la commune qui abrite la seule banque de céréales ; l'utilisation est critique du point de vue de l'hygiène alimentaire dans la mesure où les ménages en particulier les femmes confrontées à l'analphabétisme, à l'insuffisance d'eau potable, l'insalubrité ne connaissent pas et/ou n'appliquent pas les normes de sécurité sanitaire des aliments préparés ou cueillis. Les problèmes de gestion de la banque de céréales notamment le manque de transparence, le non paiement des dettes, le manque de programmation de l'approvisionnement affectent à la hausse les prix et hypothèquent le fonctionnement durable.

II METHODOLOGIE D'ELABORATION DU PSA

Le processus d'élaboration du plan de sécurité alimentaire de la commune a été itératif et participatif; il a connu donc plusieurs étapes conformément à la méthodologie et aux outils mis à disposition par le projet.

Ces étapes sont

- la formation des acteurs

Elle regroupé à Douentza les élus, les secrétaires généraux et les représentants du CCC, des ONGs et projets présents dans le cercle, l'administration et la coordination des associations féminines. Elle a permis aux participants de connaître et approfondir les concepts liés à la sécurité alimentaire, la politique et la stratégie nationale du Mali en matière de sécurité alimentaire, de se familiariser avec les outils d'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire.

- la campagne d'information et de sensibilisation des populations à travers la radio, les moyens traditionnels, les missions d'information
- la tenue des journées de consultation intercommunautaires par lesquelles les élus et animateurs ont procédé avec les représentants des différents villages de la commune au recensement des atouts/ potentialités et ressources des communautés, l'identification des problèmes et des solutions aux problèmes de sécurité alimentaire,
- la tenue de l'atelier de planification qui a réuni les élus et les délégués des villages
- la restitution/validation du plan par les populations
- l'adoption du plan de sécurité alimentaire par le conseil communal

III. APERÇU SUR LA COMMUNE

3.1 Historique

Du point de vue administratif, Dallah fut un canton et une province de l'empire peulh du Macina. Les autres villages constituant aujourd'hui la commune relève historiquement de cette entité ; il s'agit des 11 villages : Torabani peulh et rhimaibé, Baraoussi, Aoussi, Boussouma, Boumbam Hindé (le plus ancien), Siguiri, Boumbam Hiré, Diayel, Dionki, Tebbi. L'érection de Dallah en commune rurale remonte à 1999 suivant la loi n° 96-056 ANRM du 4 Avril 1996 portant création des communes du Mali. Elle est dirigée par un conseil communal de 11 élus et administrée par un maire et 3 adjoints.

3.2. Situation géographique

La commune se particularise par son relief constitué en grande partie de collines qui abritent certains villages et tiennent en tenaille le village de Dallah, Aoussi et Boussouma. Elles se caractérisent par la présence au Nord d'une chaîne de colline, au Sud la plaine dunaire du Seno Mango et au centre une plaine de brousse tigrée parsemée de colline.

Elle est située à l'Est du cercle de Douentza au bord de la route Nationale RN 16. Ses limites sont : au Nord la commune de Gandamia, au Sud la commune de Dinangourou/cercle de Koro, à l'Est la commune de Hairé et à l'Ouest celles de Pétaka et de Kerena.

3.3 Organisation administrative

La commune rurale de Dallah a été créée par la loi 96-059 du 4 Novembre 1996 portant création des communes au Mali, elle est fonctionnelle depuis les élections communales de 1999. La commune rurale de Dallah compte 12 villages et 9 hameaux avec une population de **7.147** habitants.

La commune rurale de Dallah avec comme chef lieu le village du même nom, relève administrativement du cercle de Douentza dont elle est distante de trente cinq kilomètres (35 km.). Elle est administrée par un conseil communal, organe délibérant de 11 membres qui a élit en son sein un organe exécutif composé du maire et de 3 adjoints. La composition politique du conseil communal est assez diversifiée à travers la représentation de 6 partis politiques et de 2 indépendants. Elle a la particularité avec une conseillère femme d'être parmi les 11 conseillers.

3.4 Organisation institutionnelle

L'organisation institutionnelle repose sur le conseil communal de 11 membres et le bureau communal de 4 membres ; des commissions de travail ont été créées pour animer les domaines des finances, de l'état civil, de l'environnement et de l'éducation et de la santé. La commune est représentée au sein du conseil de cercle par deux élus.

Les autres institutions ou services qui collaborent avec la commune sont l'administration à travers le sous préfet basé à Douentza, les services techniques de la santé, de l'éducation, de l'Agriculture, de l'élevage, de la conservation de la nature, de l'hydraulique, de la perception, de la protection des végétaux, le service de la Production et l'Industrie Animale et l'ANICT

Les ONGs et projets partenaires sont la NEF, le Centre de conseil communal, le Projet de conservation et valorisation de la Biodiversité et des Eléphants dans la Gourma et le Projet d'Appui Aux Communes Rurales (PACR)

IV SITUATION DE REFERENCE

4.1 Caractéristiques physiques

4.1.1. La superficie

La commune de Dallah s'étend sur une superficie de 1.595 km² ; ce qui en fait l'une des plus grandes communes du cercle après Hombori, Hairé, Dangol Boré, Korarou, Mondoro et Gandamia

4.1.2. Le Climat

Le climat est de type tropical et comporte deux grands saisons : la saison sèche comportant une période chaude (mars à mai) et une période froide (novembre à février) et la saison des pluies qui s'étend généralement de juin à octobre.

4.1.3. La pluviométrie

La pluviométrie est en baisse depuis les trois dernières décennies avec une moyenne de 400 mm/an pour une durée moyenne de précipitations de 85 jours.

4.1.4. Les Sols

Au niveau des plateaux, on retrouve le massif gré peux. Les sols sableux profonds se retrouvent dans les glacis d'épandage. Dans les glacis d'accumulation, on trouve des sols sablo limoneux, limono sableux. Les bas fonds sont composés essentiellement de sols hydro morphes.

4.1.5. L'environnement naturel et humain

L'environnement est caractérisé par la présence d'une ceinture de collines et vastes plaines dominées par la savane arbustive et herbacée qui constituent d'importants pâturages pour le bétail local et transhumant. Il y a aussi les parcours d'éléphants et les pistes de transhumance qui se prolongent sur le territoire de la commune Hairé ; cet espace est occupé par les champs mais aussi parsemés de hameaux et de campements des bergers bellahs et peulhs autour des pâturages en hivernage et une partie de la saison sèche.

4.1.6 Hydrographie

- Les eaux souterraines sont abondantes dans la commune, elles se trouvent à une profondeur moyenne par rapport à la nappe phréatique et variable pour les aquifères selon la géologie de la zone.

- La commune ne dispose pas de cours d'eau, cependant son territoire est traversé en hivernage par les eaux qui proviennent des vallées de Lowol Gono, de Lowol Dansa....

4.2 Caractéristiques démographiques et sociales

4.2.1 La Population/densité

La commune de Dallah compte 7.147 habitants dont 3.641 femmes avec un taux de croissance avoisinant la moyenne nationale qui est de 3%/an. Les habitants sont repartis entre 12 villages et hameaux. La langue dominante est le fulfuldé. Les relations entre les villages et les populations sont déterminées par les relations de travail, de mariages (par exemple Dallah et Boumbam ont des relations de travail, de solidarité mais pas de mariage), et d'échanges économiques (troc de produits laitiers contre les céréales, vente etc).

4.2.4. Les principales ethnies et leurs occupations traditionnelles

Les principales ethnies sont les peulhs en majorité (y compris les rhimaibés), les dogons et les sonrais. Leurs principales occupations sont l'agriculture, l'élevage, l'artisanat (la confection de nattes), les activités de cueillette et petit commerce. Les mouvements de populations sont traditionnels et conjoncturels ; traditionnels pour les éleveurs peulhs qui pratiquent la transhumance chaque année dans le delta pour compenser le manque de pâturage de saison sèche, conjoncturels par rapport aux adultes et jeunes garçons et filles qui partent en exode dans les centres urbains comme Bamako, Mopti, Douentza ou Abidjan pour se procurer des revenus monétaires et combler les déficits céréaliers, acquérir du matériel agricole ou du bétail.

4.3 Caractéristiques économiques

4.3.1 L'Agriculture

Les activités agricoles comprennent en saison sèche la préparation des champs, le fumage, le semis à sec. En saison des pluies : le semis, les 1^{er} et 2^{ème} sarclage, la conduite des animaux par les enfants et les bergers, la récolte, le transport des récoltes, le stockage, le ramassage des résidus. En saison froide : le maraîchage. Le mode de culture est extensif et se caractérise par l'abandon progressif des jachères. Les cultures pratiquées sont le mil, le sorgho, le niébé, l'arachide, les productions

4.3.2. L'élevage

L'élevage est assez important au regard de la taille du bétail existant dans la commune mais pour lequel une évaluation exhaustive n'est pas disponible. Il est de type traditionnel et marqué par la pratique de la transhumance pour une partie importante des éleveurs. Les produits laitiers sont parmi les premières sources de revenus des femmes pendant le marché hebdomadaire du mardi pendant que les hommes tirent profit de la commercialisation des ovins/caprins et parfois des bovins.

Les problèmes sanitaires existants sont les maladies bovines dont le mal de cœur des bovins qui persistent malgré les campagnes de vaccinations organisées périodiquement par le service technique compétent. En outre il y a des mandataires sanitaires dans le cercle et qui sont sollicités par les éleveurs pour vacciner ou soigner les animaux. Cependant tout le cheptel n'est pas présenté pour la vaccination.

L'alimentation ; elle repose sur le foin et les tourteaux de coton. L'abreuvement est problématique parce que la quantité d'eau est insuffisante pour maintenir le cheptel dans un état de réhydrations idoine

L'exploitation des produits de l'élevage consiste dans la transformation du lait en beurre et en lait caillé, la tannerie par les cordonniers locaux, la confection de chaussures.

La commercialisation des produits porte principalement sur le bétail vif (sur pied) à destination de la côte d'Ivoire.

L'implication des femmes dans le secteur est assez important dans la mesure où ce sont elles qui gèrent les produits comme le lait quelque soit la forme afin d'en assurer la vente. Elles s'occupent aussi des petits ruminants. Elles n'ont cependant pas de décision sur la cession ou l'abattage du bétail

4.3.3. La pêche

Elle est assez marginale comme activité compte tenu du caractère temporaire des points d'eau.

4.3.4. Le Commerce et les échanges

Il est essentiellement basé sur le cheptel, les sous produits de l'élevage et les denrées de premières nécessités, les échanges se font essentiellement à partir des marchés hebdomadaires de Dallah et de Toula.

4.3.5. L'artisanat

Il est pratiqué par les forgerons (fabrication d'outils agraires et de bijoux), les tisserands (tissage d'étoffe et de laine locale dans une moindre mesure) et les cordonniers qui travaillent la peau. Le tissage des nattes est pratiqué à petite par les femmes en général.

Les nattes sont confectionnées par les femmes en grand nombre suivant un mode traditionnel et familial. La quantité n'est déterminée mais une estimation sommaire permet de dire qu'elle est de l'ordre de 2 nattes par semaine par ménage. Ce qui représente environ 2200 l'ensemble des 1138 ménages. L'approvisionnement en matière première (feuille de doum) se fait à Douentza.

Les problèmes liés à la production. C'est celui de l'écoulement dans la mesure où il y a de plus en plus la concurrence entre les artisans et l'offre est énorme par rapport à la demande. En outre l'activité cause de nombreux dommages à l'environnement en particulier au doumier dont les feuilles sont coupées quotidiennement. Les produits sont principalement vendus à Dallah et Douentza lors des foires hebdomadaires. Les clients sont les résidents et les commerçants de Bamako, Mopti.

4.3.6. Les mines et les industries

La commune n'abrite pas d'activité de production minière ou industrielle.

4.3.7. Les transports et les communications

Les routes classées d'intérêt communal sont précisées par le décret n° 05-431 de septembre 2005. La commune est distante de 35 km du chef lieu du Cercle ; elle est accessible par le goudron dans la mesure où elle est traversée par la route nationale RN16 qui favorise les échanges avec Gao, Boni, Douentza et Hombori. Les problèmes d'accessibilité se posent au plan interne entre les villages notamment ceux situés sur la colline et sur l'autre versant de la colline qui encastre la partie nord de la commune.

4.3.8 Les forêts

La végétation est variée, elle est en perpétuelle dégradation. Les bas fonds sont dominés par les grands arbres : Acacia albida, Tamarindus, Indica etc.... aussi les glacis dépendage composée d'arbustes épineux tels que : Acacia, Radiana, Balanites aegyptiaca. On rencontre une végétation clairsemée au niveau des plateaux. On peut noter l'existence de quelques rares espèces fauniques, composées de singes, d'hyènes tachetées, de damas de roche, des oies et canards, des pintades, des perdrix, des rongeurs et reptiles.

4.4. Caractéristiques socio- économiques et culturelles

Les activités socio économiques et culturelles dans la commune sont l'agriculture, l'élevage l'exploitation des ressources forestières, l'artisanat, le petit commerce d'une part et les cérémonies de mariages, de baptême, de fête de retour des animaux du bourgou, de circoncision d'autre part.

4.4.1 Education

La commune de Dallah compte deux écoles (2) publiques (Dallah-Siguiiri) et un CED (Nani). Toutefois les abandons d'élèves et sont fréquent pour des raisons sociales (absence de logeur, pauvreté des parents, rétention des filles pour travaux domestiques et des garçons pour conduite des animaux).

4.4.2 Santé

La commune compte un (1) CSCOM avec un dépôt de pharmacie à Dallah. Le personnel se compose d'un (1) chef de poste, le CSCOM est peu fréquenté par la population à cause des difficultés (d'accès et financières). Il est à signaler que le CSCOM manque de matériels de moyens logistiques et d'équipement. L'approvisionnement de la pharmacie se fait à partir du chef lieu du cercle (centre de santé de référence). Le CSCOM bénéficie de l'appui d'ONG tel que PDI-MELM.

Les indicateurs en matière de santé sont retracés dans les tableaux suivants.

4.4.3 Etat de la sécurité alimentaire

La couverture alimentaire est déficitaire si l'on se réfère à la norme FAO qui est de 265 kg/personne par an de ration alimentaire par rapport à la production annuelle de céréales dans la commune estimée 782 673, 32 kg en 2005 soit en moyenne à 468,666 kg/ha (dont 271 kg/ha pour le mil, 750 kg/ha pour le riz, 385 kg/ha pour le sorgho pour une superficie totale emblavée de 1670ha). En fait la répartition de cette production entre les 7146 habitants de la commune correspond à 109,526 kg par personne par an soit un manque de – 155 kg/personne.

L'approvisionnement est effectué sur place avec les commerçants transporteurs qui desservent la commune les jours de foire et sur le marché de Douentza. La stratégie mise en place par l'Etat et la commune pour assurer la disponibilité et l'accès consiste dans la création des banques ; il y a une banque de céréales communale qui est fonctionnelle à travers un comité de gestion chargé de la gestion des stocks. Une autre stratégie appuyée par l'ONG Catholic Relief Service (CRS) est

l'organisation de foires Agricole annuelle pendant laquelle les producteurs ont l'opportunité d'accéder aux semences subventionnées et de disposer librement de leurs réserves.

La NEF, opérateur dans le cadre du projet Fonds Italie/CILSS d'appui aux zones à risque environnemental et social élevé appuie la préparation, le montage, l'implantation et la gestion de projet de production Agricole notamment la maraîchage au profit des communautés villageoises et/ou de la commune.

Dallah est considérée comme une commune pauvre à l'instar des autres du cercle et même de la Région. Elle partage avec la région de Mopti une incidence de pauvreté la plus élevée avec plus de trois quarts (76,2 %) ¹ de sa population vivant dans des localités situées en dessous du seuil de pauvreté.

V ATOUTS ET CONTRAINTES A LA SECURITE ALIMENTAIRE

5.1. Les atouts

5.1.1 Ressources humaines

La commune possède comme atout principal les ressources humaines notamment la main d'œuvre constituée surtout des jeunes garçons et filles ; l'évolution par âge de la population à l'instar de celle du cercle indique une force productive croissante pour la commune.

5.1.2. Terres

La commune est riche en terres agricoles malgré la présence de collines. L'exploitation du potentiel (en terme d'objectif de production 2005) se situe autour de 82% , il existe encore d'énormes atouts non exploités notamment les mares rizicoles qui sont estimées à 26 ; les autres potentialités sont les plaines aménageables autour des dites mares. Les périmètres aménageables sont nombreux mais faute de points d'eau et/ou de moyens de sécurisation contre les animaux, ce potentiel n'est pas mis en valeur.

5.1.3 Pâturages

Les pâturages sont les herbacés et le ligneux sur l'ensemble du territoire de la commune. Quant aux pistes de parcours, elles sont pour la plupart des pistes locales avec une principale piste qui traverse le cercle le long de la route nationale 16 jusque dans le seno. Les puits pastoraux sont confondus aux puits villageois mais complétés par les mares et eaux de ruissellement. La durée de pâture dépend de l'abondance de l'herbe et de la pluviométrie.

5.1.4 Les eaux

Les eaux souterraines sont abondantes dans la commune, elles se trouvent à une profondeur peu grande pour la nappe phréatique et variable pour les aquifères selon la géologie de la zone.

La commune dispose d'un nombre de cours d'eau temporaires (les gorowol Dallah, Dani et Ama) quelques mares temporaires propices aux activités de maraîchage.

5.1.4 Atouts socioéconomiques

Les produits de cueillette sont les feuilles et fruits des arbres comme le baobab, l'acacia albida, le tamarinier, le bois de chauffe et de service, la petite faune en particulier les pintades, les pignons, les lapins, les écureuils... Les tentatives de mise en place de marchés ruraux pour aménager les forêts et rationaliser l'exploitation n'ont pas été menées à leur terme pour des raisons foncières mais surtout d'empiètement sur la réserve d'éléphants considérée comme zone protégée par le service de la conservation. Les marchés hebdomadaires fréquentés sont ceux de Boni,

¹ Source Document CSLP 2000

Hombori, Douentza, Dallah, pour échanger les produits locaux et externes. Celui de Dallah offre les sous produits de l'élevage, les produits de l'artisanat, de cueillettes, la volaille, les bovins, les ovins/caprins etc.

5.2 Les contraintes

- liées à la disponibilité

Les contraintes identifiées sont présentées dans le tableau suivant :

Potentialités/Atouts et opportunité	Contraintes/Problèmes	Solutions	Indicateurs
Existence des mares Existence de puits Existence de terres Existence de la fumure organique Existence de matériels rudimentaires Existence de cheptel	la rareté et la mauvaise répartition des pluies, le tarissement des puits, la dégradation des sols, la présence des déprédateurs	Reboiser les terres Vulgariser et utiliser les variétés hâtives Traiter les semences Utiliser des matériels agricoles	Les terres sont reboisées Les variétés hâtives sont vulgarisées et utilisées Les semences sont traitées Des matériels agricoles modernes sont utilisés

- liées à l'accès

Potentialités/Atouts et opportunités	Contraintes/Problèmes	Solutions
Existence de la production locale Existence des marchés Existence d'autres marchés des communes du cercle Présence de la RN16 Présence des pistes rurales	Faible pouvoir d'achat Coût élevé des denrées Mauvais état des pistes rurales Faiblesse des échanges commerciaux	Augmenter les productions et les pérenniser Favoriser les échanges Entretien des pistes rurales

- liées à l'utilisation appropriée de la nourriture

Les contraintes dans ce domaine sont assez nombreuses.

Potentialités/Atouts et opportunité	Contraintes/Problèmes	Solutions
Existence d'une production variée de céréales, de produits maraîchers, de lait, de poissons et viande	Mauvaise condition de stockage Méconnaissance des normes de traitement Inexistence de structures de contrôle	Informar la population sur l'importance d'une alimentation équilibrée et les bonnes conditions de stockage

- liées à la stabilité

Potentialités/Atouts et opportunité	Contraintes/Problèmes	Solutions
Existence de semences Existence de banques de céréales Implication des autorités Administratives et locales (communales)	Mauvaise gestion des banques de céréales Insuffisance de banques de céréales Pénuries	Redynamiser les comités de gestion des banques de céréales Bonne répartition géographique des banques de céréales Assurer un dépôt important de sécurité alimentaire

DEUXIEME PARTIE

PLAN QUINQUENNAL DE SECURITE ALIMENTAIRE DE LA COMMUNE

VI 1. PLAN D'ACTION

OBJECTIF GLOBAL : Améliorer pour la période de 2006 – 2010

PILERS	CONTRAINTES	OBJECTIFS GENERAUX	OBJECTIFS SPECIFIQUES	ACTIVITES	RESULTATS ATTENDUS	PERIO DE	INTERVE NANTS	RESPONSAB LES
DISPONIBILITE	Existence de variétés améliorées Insuffisance de points d'eau marâchers Insuffisance de banque de céréales Destruction des semis par les déprédateurs Dégradation des sols	Assurer l'approvisionnement et utilisation des variétés appropriées Créer des points d'eau Doter les paysans en équipements modernes Créer des banques de céréales Traiter les semences et les récoltes contre les déprédateurs	Assurer la production et la productivité agricoles Construire et approvisionner les BC	Acheter des équipements agricoles Sensibiliser les paysans Utiliser les techniques culturales Construire et approvisionner des BC	Les équipements agricoles sont achetés Les paysans sont sensibilisés Les techniques culturales sont utilisées Les BC sont construites et approvisionnées	Tous les mois de l'année	Conseil communal et villages Tutelle Services techniques CRS	Le maire Les chefs et conseillers de villages
ACCESSIBILITE	Mauvais état des pistes rurales Faible pouvoir d'achat Coût élevé des denrées Faiblesse des échanges commerciaux	Améliorer l'état des pistes rurales Développer les échanges commerciaux	Désenclaver la commune	Réhabiliter les pistes Créer une foire hebdomadaire à Siguiri Aménager les places au marché Organiser les commerçants en coopérative	Les pistes sont améliorées Les échanges commerciaux sont développés	Janvier à mai	Conseil communal et villages ANICT ONGs	Le maire Les techniciens
UTILISATION	Mauvaise condition de stockage	Connaître les produits de traitement appropriés	Traiter les denrées en banque Sensibiliser les	Traitement des denrées en banque Sensibilisation des	Les denrées sont traitées Les aliments sont	A tout moment	Conseil communal Personnel de	Le maire Le Conseil communal

	Méconnaissance des normes de traitement Inexistence de structures de contrôle	Avoir une alimentation équilibrée	populations sur l'équilibre alimentaire	populations sur l'équilibre alimentaire	variés		la santé Service de l'agriculture Comités de gestion des banques CRS	Les chefs de famille Les comités de gestion
STABILITE	Insuffisance de banques de céréales Mauvaise gestion des banques de céréales Pénuries	Assurer la disponibilité Augmenter le nombre de banques de céréales	Améliorer la qualité de la gestion	Former les comités de gestion Contrôler régulièrement les comptes Equiper les BC	Les comités sont formés Le contrôle est effectué régulièrement Les BC sont équipées	Janvier à Mars	Conseil communal Comités de gestion Tutelle	Le maire Les chefs de villages

VI.2 EVALUATION DU PLAN (en milliers de FCFA)

PILIER	ACTIVITES	INDICATEURS	COUT TOTAL FCFA	COUT PAR AN					LOCALISATION
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	Acheter des équipements agricoles	Beaucoup de paysans sont équipés	2 500	500	500	500	500	500	Toute la commune
	Creuser des puits maraîchers	Deux (2) puits maraîchers sont creusés	18 000			9 000		9 000	Boumbam Pen, Tebi
	Organiser les paysans en coopératives	Quatre (4) coopératives sont organisées	200		200				Toute la commune
	Construire des diguettes		1 000		500	500			Boumbam Pen, Tebi
	Traiter les semences	1000 m de diguettes antiérosives sont confectionnés	300		300				Toute la commune
	Protéger les récoltes	Une tonne de semences sont traitées	15 000		3750	3750	3750	3750	Toute la commune
	Créer et approvisionner des BC	1000 t de récoltes sont protégées Cinq banques de céréales sont créées et approvisionnées	6 000		1500	1500	1500	1500	Sigui, Nani, Aoussi, Siguima, Djonki
ACCESSIBILITE	Réhabiliter les pistes	Quarante (46) km de pistes sont réhabilités	23 000	4 600	4 600	4 600	4 600	4 600	Toula, Nani, Boumbam, Sigui
	Créer une foire hebdomadaire à Sigui	Une foire hebdomadaire est créée	10			10			Sigui
	Aménager les places au marché	Les places sont aménagées au marché	15 000				15 000		Dallah
	Organiser les commerçants en	Beaucoup de commerçants sont	200					200	Commune

	coopérative	organisés en coopératives							
UTILISATION	Traiter les stocks en banque	Les produits sont achetés et les stocks sont traités (400 tonnes)	750	187,5	187,5	187,5	187,5		Toutes les banques de la commune
	Sensibiliser les populations sur l'équilibre	Toute la population est sensibilisée	500			500			La commune
STABILITE	Former les comités de gestion	Les comités sont formés (10 séances par banque)	450			450			Villages prévus ou abritant une banque (Dallah, Siguri, Djonki, Boumbam P, Nani, Aoussi, Siguima)
	Contrôler régulièrement les comptes	Le contrôle est effectué une fois par trimestre	225		56,250	56,250	56,250	56,250	
	Equiper les BC	2 bascules, 2 calculatrices, 2 pesons sont disponibles par banque	1 200		300	300	300	300	
TOTAL			84335	5287,5	11893,75	21353,75	25893,75	19906,25	

VI.3 PLAN DE FINANCEMENT (en milliers de FCFA)

PILERS	ACTIVITES	COUT TOTAL FCFA	COUT PAR SOURCE DE FINANCEMENT				
			Commune	Etat	PTF	Population	Autres
DISPONIBILITE	Acheter des équipements agricoles	2 500	250		2000	250	
	Creuser des puits maraîchers	18 000	540	17 460			
	Organiser les paysans en coopératives	200	20		180		
	Construire des diguettes	1 000	30		900	70	
	Traiter les semences	300	30		200	70	
	Protéger les récoltes	15 000	1500		13 000	500	
	Créer et approvisionner des BC	6 000	600		5000	400	
ACCESSIBILITE	Réhabiliter les pistes	23 000	2300	12 000	18 000	700	
	Créer une foire hebdomadaire à Siguiri	10	10				
	Aménager les places au marché	15 000	2250	6000	6000	750	
	Organiser les commerçants en coopérative	200	200				
UTILISATION	Traiter les stocks en banque	750	75		600	75	
	Sensibiliser les populations sur l'équilibre	500	50		400	50	
STABILITE	Former les comités de gestion	450	45		400	5	
	Contrôler régulièrement les comptes	225	22,5		200	2,5	
	Equiper les BC	1 200	120		1000	80	
TOTAL		84 335	8042,5	35 460	47 880	2952,5	

CONCLUSION

Le plan de sécurité alimentaire est un outil d'investissements pour l'amélioration des conditions de vie des ménages de la commune ; il intègre le plan de développement économique, social et culturel et vise un équilibre social durable fondé sur la disponibilité de l'alimentation des ménages, l'accès aux aliments, l'utilisation appropriée de ceux-ci et la stabilité de l'approvisionnement ; c'est un levier dans la lutte contre la pauvreté par la mise en œuvre des activités génératrices de revenus, de production agricole, d'élevage ainsi que les mesures d'amélioration de la communication, de l'accès aux marchés et des conditions d'hygiène alimentaire.

L'élaboration du PSA a impliqué tous les élus, les populations ; pour le financement de sa mise la stratégie préconisée est de mobilisera les ressources budgétaires de la commune, les contributions des populations, les droits de tirage de l'ANICT et les concours des ONGs et projets partenaires soit en maîtrise d'ouvrage communale soit en maîtrise d'ouvrage privée. Le suivi évaluation sera assuré par une commission locale sur la base de résultats attendus et des indicateurs qu'elle élaborera et à en fonction des 4 piliers de la sécurité alimentaire. Elle rendra compte périodiquement au conseil communal de ses travaux et celui-ci aux communautés villageoises au cours d'assemblées générales annuelles.